

Convention collective nationale

IDCC : 2183. – **ÉCOLES SUPÉRIEURES
D'INGÉNIEURS ET DE CADRES**
(13 décembre 1999)

AVENANT N° 4 DU 25 FÉVRIER 2005
PORTANT DIVERSES MODIFICATIONS

NOR : ASET0550407M
IDCC : 2163

La création d'un titre III spécifique aux « chargés d'enseignement - intervenants non permanents » a rendu nécessaires certaines modifications de nombreux articles afin de garantir la cohérence de l'ensemble du texte de la convention collective de la FESIC.

Les modifications apparaissent en caractères gras.

Modification du titre I^{er}
« Dispositions générales »

Article 5.4

Participation aux travaux des commissions paritaires

Remplacer au premier paragraphe : « et au titre III, article 20 » par : « **et au titre IV, article 22** ».

Remplacer : « Dans le cas des intervenants (tel que décrit au titre II, article 19) » par : « **Dans le cas des chargés d'enseignement - intervenants non permanents (tels que décrits au titre III)** ».

Article 6.1

Engagement

Remplacer : « Des dispositions propres au personnel permanent, enseignants, chercheurs et cadres administratifs sont prévues au titre II, article 14 » par : « **Des dispositions propres aux cadres permanents sont prévues au titre II.**

Des dispositions propres aux chargés d'enseignement - intervenants non permanents sont prévues au titre III ».

Article 6.2

Modification du contrat

Supprimer : « selon le cas ».

Ajouter à la fin du paragraphe : « **pour les cadres permanents assurant des enseignements.** »

Article 6.4

Ajouter : « L'examen médical d'embauche est effectué, **le cas échéant**, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. »

Article 6.5

Remplacer : « La période d'essai est d'une année, congés compris, pour les enseignants » par : « **La période d'essai est de 1 année, congés compris, pour les personnels assurant des enseignements, visés au titre II et au titre III.** »

Article 7.1

Supprimer : « Toutefois, pour les enseignants, il y a lieu de faire appliquer des dispositions du titre II, article 15.1. »

Ajouter après saut de ligne : « **De plus, pour les cadres permanents assurant des enseignements, il y a lieu de faire application des dispositions du titre II.** »

Article 7.2

Remplacer : « Les dispositions propres à la démission du personnel enseignant sont spécifiées au titre II, article 15.1 » par : « **Les dispositions propres aux cadres permanents assurant des enseignements sont prévues au titre II.**

Les dispositions propres aux chargés d'enseignement - intervenants non permanents sont prévues au titre III. »

Article 7.4

Licenciement du personnel

4^e paragraphe :

Supprimer : « en cas de faute professionnelle, ne peut être signifié qu'après deux avertissements écrits et » puis « conforme aux prescriptions du code du travail : ».

5^e paragraphe :

Remplacer : « d'obtenir la présence, lors de cet entretien, de l'instance hiérarchique décisionnaire ou son mandant. » par : « **la possibilité pour le salarié de se faire assister.** »

Paragraphe suivant :

Remplacer : « ne saurait être inférieur à 3 jours francs » par : « **doit respecter les dispositions légales** ».

Paragraphe suivant :

Remplacer : « Titre III » par : « **Titre IV** » et « Article 21 » par « **Article 23** ».

Dernier paragraphe :

Remplacer : « au personnel enseignant » et « , article 15.2 » par : « Des dispositions propres **aux cadres permanents assurant des enseignements** sont prévues au titre II. »

Article 7.5

Corriger l'erreur du dernier paragraphe en remplaçant « Titre II » par « **Titre I^{er}** ».

Article 10.6

Supprimer l'article.

Article 11

Durée du travail (nouvelle rédaction)

11.1. Les dispositions légales relatives à la durée du travail s'appliquent à tous les salariés.

11.2. Dispositions propres aux cadres enseignants chercheurs permanents. Elle sont reprises dans le titre II.

11.3. Dispositions propres au personnel non cadre. Sur la base d'une durée légale hebdomadaire de 35 heures, la durée maximale annuelle de travail de ces salariés est de 1 600 heures.

11.4. Dispositions propres aux chargés d'enseignement - intervenants non permanents. Elles sont reprises dans le titre III.

Article 12

Salaires

2^e paragraphe :

« Les grilles de salaires annuels minima sont définies à l'annexe **II a pour les cadres permanents et à l'annexe II b pour les chargés d'enseignement - intervenants non permanents.** Ces grilles de salaires annuels

minima seront révisées annuellement, conformément au **titre IV, article 22.2**, par la commission qui prendra comme référence, pour la négociation, l'évolution des différents indices du coût de la vie. »

Article 12 bis

Evolution de la rémunération individuelle

Ajouter en 1^{er} paragraphe :

« **Les dispositions propres aux chargés d'enseignement - intervenants non permanents sont précisées au titre III.** »

Puis en début de paragraphe suivant :

« **Pour les autres permanents**, suite à la négociation annuelle... »

Modifications du titre II

TITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CADRES PERMANENTS (ENSEIGNANTS CHERCHEURS, CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES)

15.2 Remplacer le titre « Licenciement des enseignants » par : « **Licenciement des cadres permanents assurant des enseignements** ».

Article 17

Durée du travail

17.1. Attributions (nouvelle rédaction, qui remplace l'ancien 17.1 dans sa totalité) :

Par « enseignant chercheur permanent », on désigne un cadre salarié qui, sous contrat à durée indéterminée ou déterminée, à temps complet ou à temps partiel, effectue l'ensemble de son activité à l'intérieur de l'établissement défini au sens large du terme.

Ses attributions sont notamment :

- l'enseignement incluant formation initiale et continue, tutorat, orientation, conseil, contrôle de connaissances ;
- la recherche ;
- **la participation aux études et activités de conseil ;**
- **la promotion de l'école et le recrutement des élèves ;**
- la diffusion des connaissances et la liaison avec l'environnement économique, social et culturel ;
- la coopération internationale ;
- l'administration ;
- la gestion de l'établissement.

17.2. Temps complet, temps partiel, modulation (nouvel article, reprenant en partie l'ancien 17.1) :

« La durée du travail est fixée en temps de présence dans l'établissement »,

supprimer : « cf. titre I^{er}, article 11) »,

« et, pour les activités d'enseignement, en nombre d'heures de cours, de travaux dirigés, de travaux pratiques, et autres formes pédagogiques réparties sur plusieurs trimestres. »

La répartition et la durée de ce travail dans la semaine, et selon les semaines, peuvent être modulées en fonction des nécessités du service à l'intérieur des 12 mois consécutifs qui constituent pour l'établissement, l'année universitaire.

Sont considérés comme salariés à temps partiel les salariés dont la durée du travail est inférieure à la durée légale du travail ou à la durée du travail applicable dans l'établissement, si celle-ci est inférieure à la durée légale.

La mise en place de la modulation doit résulter d'une convention ou d'un accord d'établissement dans les conditions et le respect des dispositions visées à l'article L. 212-8 du code du travail et à l'article L. 212-4-6 du code du travail pour tout aménagement du temps partiel sur l'année (temps partiel modulé).

Dans le cadre du temps partiel modulé, le bénéfice de cet aménagement est subordonné à la conclusion d'un avenant au contrat de travail conforme aux dispositions résultant de l'article L. 212-4-6 du code du travail et précisant notamment la qualification, les éléments de rémunération, la durée hebdomadaire ou mensuelle de référence.

Remplacer :

- « 17.2 » par : « **17.3** » ;
- « 17.2.1 » par : « **17.3.1** » ;
- « 17.2.2 » par : « **17.3.2** » ;
- « 17.2.3 » par : « **17.3.3** » ;
- « 17.3 » par : « **17.4** ».

Dans le nouveau **17.3.2**, 2^e paragraphe, ajouter : « (telles que l'écoute individuelle de l'étudiant, réunion de parents, séminaire de réflexion, **promotion de l'école**) ».

Supprimer : « C'est-à-dire ce qui n'est pas demandé aux "intervenants" tels que définis titre II, article 17.1 ci-dessus. »

Article 17.5

Commission « charge de travail du personnel assurant des enseignements »

17.5.1. Avant-dernier paragraphe, remplacer : « en cas d'urgence imprévisible » par : « **en cas de nécessité, et la commission charge de travail en sera informée.** »

Création d'un nouveau titre III qui contient notamment l'article intitulé « article 19 » dans l'avenant n° 3 à la convention collective.

Modifications du titre III

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CHARGÉS D'ENSEIGNEMENT INTERVENANTS NON PERMANENTS

Article 18

Attributions (ex-19.1 de l'avenant n° 3)

Mise en cohérence de la numérotation.

Premier paragraphe, remplacer : « 17.2.1 » par : « **17.3.1** ».

3^e paragraphe, remplacer : « 17.2.2 » par : « **17.3.2** ».

Article 19

Contrat de travail

19.1. Engagement.

Le contrat de travail de ces salariés ne sera définitif qu'après les autorisations éventuelles requises par la réglementation en vigueur.

Pour la conclusion de ce contrat, outre les pièces spécifiées au titre I^{er}, article 6.3, ces salariés doivent fournir les pièces nécessaires à la constitution de leur dossier académique, ainsi que les éléments d'information concernant un ou d'autres emplois occupés concomitamment, ce notamment pour l'appréciation des éléments constitutifs de la protection sociale.

19.2 Période d'essai.

La période d'essai est de 1 année, congés compris.

Toutefois la période d'essai peut, d'un commun accord, être réduite ou, au contraire, être prolongée d'une durée égale, pour les activités pédagogiques présentant des difficultés particulières.

19.3. Nature du contrat.

Reprendre le texte du 19.2 de l'avenant n° 3.

Remplacer : « 19.2.1 » par : « **19.3.1** ».

Remplacer : « 19.2.2 » par : « **19.3.2** ».

19.4. Démission ou départ volontaire à la retraite. – Délai de préavis.

Les « chargés d'enseignement - intervenants non permanents » ne peuvent se considérer déliés de toute obligation contractuelle tant que leurs missions afférentes à l'année universitaire en cours ne sont pas accomplies.

Toute démission de leur part doit être portée à la connaissance de l'employeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard le 30 avril, sauf cas de force majeure.

Le « chargé d'enseignement - intervenant non permanent » désirant faire valoir ses droits à la retraite doit respecter le préavis et les formes spécifiés au titre I^{er}, article 7.1.1.

Article **20**
Rémunération

Reprendre le texte du 19.3 de l'avenant n° 3.

Article **21**
Statut

Reprendre le texte du 19.4 de l'avenant n° 3.

Le titre III devient **titre IV**.

Remplacer :

- « Article 20 » par : « **Article 22** » ;
- « 20.1 » par : « **22.1** » ;
- « 20.2 » par : « **22.2** ».

Remplacer :

- « Article 21 » par : « **Article 23** » ;
- « Article 22 » par : « **Article 24** » ;
- « Article 23 » par « **Article 25** » ;
- « 23.1 » par : « **25.1** » ;
- « 23.2 » par : « **25.2** ».

Nouveau **25.1**.

Dernier paragraphe, remplacer : « prévue au titre III, article 20 » par : « prévue au **titre IV, article 22** ».

Remplacer : « Article 24 » par : « **Article 26** ».

Pièces jointes : « Annexe II “Grilles de salaires annuels minima” ».

Fait à Paris, le 25 février 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération nationale des SPELC.

Syndicats de salariés :

SNEC-CFTC ;

FESIC.